

ADEV, infatigable assoc'

La Glacière, La Roque, la 3^e voie ferrée... L'association Défense Environnement Villeneuve, qui vient de tenir son assemblée générale, est inlassablement en première ligne pour la défense des habitants

Les combats de l'ADEV sont de ceux qui durent dans le temps.

Malheureusement.

Une bataille gagnée et c'est une autre qui doit être lancée dans la foulée. Pas tout à fait la même, pas tout à fait différente non plus.

La Glacière est fermée, certes! Mais elle n'en finit plus de faire parler d'elle.

La 3^e voie, cette Arlésienne, ce gouffre financier? Dix ans que ça dure...

Et la décharge de La Roque. Fermée. Rouverte. Fermée... Puis rouverte encore! Quelle issue?

Alors certains auraient pu se lasser. Se fatiguer.

Mais pas l'ADEV, qui tenait son assemblée générale samedi matin, salle Escoffier à Villeneuve-Loubet. Pas Serge Jover, son président, qui, incroyable, prend les sujets à bras-le-corps et continue sa croisade pour le bien-vivre à Villeneuve-Loubet.

Et La Glacière est son premier chemin de croix...

Photos à l'appui, le président de l'Association Défense Environnement Villeneuve montre ce qui aurait dû être la végétalisation du site promise par l'exploitant Veolia. « Et comme vous pouvez le voir, c'est loin d'être végétalisé », peste-t-il. « Il y a même la géomembrane qui réapparaît. »

Et il y a le sous-feuilleton BGVap qui est en cours.

Peut-être la dernière « saison » de cette série qui tourne autour de cette « machine infernale » destinée à traiter le jus de déchets.

Peut-être...

La Roque pourrait rouvrir... définitivement

Alors ce samedi Serge Jover refait l'histoire. Qui dure depuis 2004. Et qui vient juste de connaître son énième rebondissement avec l'avis remis par la commissaire-enquêtrice sur cette installation. « Elle a eu du courage en donnant un avis défavorable à cet appareil », explique Serge Jover.

Mais le militant associatif prévient : « Ce n'est pas parce que l'avis est défavorable qu'on va arrêter l'appareil. La Dreal va faire un rapport, le présenter au CODERST qui se prononcera. Et ensuite, le préfet décidera. »

La balle est dans le camp de l'État, et le président de l'ADEV tape du poing sur la table : « Il faut arrêter de polluer les gens. »

Puis c'est le sujet des déchets qui revient sur le tapis.

« L'ouest du département va devoir trouver une solution pour les traiter » expose-t-il, expliquant que l'unité de valorisation énergétique d'Antibes a atteint « sa capacité maximum ».

Une étude (État, conseil général) est en cours pour déterminer les besoins et les localisations éventuelles.



« Ça va nous retomber dessus », craint-il. « On va vous faire un four supplémentaire à Antibes. Le préfet a dit rien à Villeneuve! Mais il n'a pas dit rien à Roquefort », plaisante (un peu) Serge Jover.

Roquefort-les-Pins, qui a sa décharge aussi. La Roque, cette carrière de déchets inertes, qui est l'autre gros sujet de l'ADEV et point d'achoppement avec le préfet Mirmand.

La Roque qui a été fermée après décision du tribunal, puis rouverte par décision de Christophe Mirmand.

« Il est possible que l'autorisation provisoire soit reconduite. C'est "mon" souhait, a répondu le préfet. Il a aussi dit que l'arrêté n'existait plus. L'État repart de zéro. Donc nous attendons l'abrogation de l'arrêté. Que va-t-il se passer? On va reprendre des déchets pendant 25 ans? A 20 euros la tonne, c'est une mine d'or pour l'exploitant. »

Serge Jover ne cache pas son inquiétude en ce qui concerne les mâchefers qui, il y a de nombreuses années, ont été entreposés sur le site et qui sont donc recouverts : « Plus d'1,3 million de tonnes. »

Le président de l'ADEV était à ce sujet dans le bureau du préfet la semaine dernière. « Christophe Mirmand ne veut pas faire les carottes. Pour deux raisons : on connaît la réponse, il y a des percolations de mâchefers, et ensuite, ça risque de les bouger dans le sol. Le préfet propose de recourir aux membranes à la charge de Spada », explique-t-il encore.

Puis il part bille en tête, dénonçant une « pirouette administrative ». « Le préfet propose une enquête publique, et de modifier le plan d'occupation des sols de la commune ensuite pour permettre

l'ouverture pérenne de la décharge de La Roque. »

Allez, terminé les déchets.

La mort de la 3^e voie?

Passons au troisième sujet phare de l'ADEV, la... troisième voie. Une commission est opérationnelle au niveau national pour étudier tous les projets en cours. Et identifier ceux à retenir. Louis Nègre, le sénateur-maire de Cagnes, fait partie de cette commission.

« Elle sera à Nice le 25 avril, mais on n'est pas invité. Pourquoi? On dérange! Avec le Conseil de développement, nous avons déposé un projet alternatif. Et surtout posé un avis pour que Réseau ferré de France (RFF) reprenne urgemment ses travaux. Avant que la Délégation d'utilité publique (DUP) ne tombe. Les élus de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (Casa), Marc Daunis et Jean Leonetti, ont signé une motion. Avant, on disait que les élus des Alpes-Maritimes voulaient la LGV. Aujourd'hui, des élus disent non et veulent la troisième voie! C'est ça qui dérange. »

Dans la salle, Renaud Letitre, adjoint au maire et candidat aux municipales, Laurent Collin, élu de la majorité, Frédéric Bossard, conseiller municipal de Valbonne, et René Ferrasse, adjoint à l'urbanisme de Roquefort-les-Pins, n'en perdent pas une miette...

Et puis il y a Richard Camou, que Serge Jover remercie longuement. « Je veux vous rendre hommage une dernière fois. Merci monsieur le maire. »

Camou qui prend le micro et qui ne mâche pas ses mots : « J'ai usé, et abusé à l'extrême, du mouvement associatif », avoue-t-il.

Puis il revient sur la Glacière : « On ne voit pas comment le préfet pourrait revenir sur l'avis hyperdéfavorable de la commissaire-enquêtrice », expose-t-il, remonté. Avant de reparler de Veolia, « qui a toujours agi en terrain conquis ».

Il embraille : « La Roque ce n'est pas chez nous, ok, mais les camions y passent, chez nous! Ce qui entraîne de la pollution et du bruit. Les déchets? Faire un four de plus à Antibes? Ça réglerait le problème de

ceux qui n'ont rien foutu en la matière : Cannes et Grasse. Alors on a dit niet : stop à ces communes qui ne veulent pas traiter leurs déchets. »

« Une association qui dérange »

La troisième voie, cela le met encore plus en colère. « Le plus fort impact est encore sur Villeneuve! On a donné beaucoup pour la troisième voie alors maintenant, il faut aller jusqu'au bout. Sauf que j'y crois pas du tout... Et si on ne va pas jusqu'à Nice, au final ça ne changera rien sauf plus de trafic chez nous. » Place à Lionnel Luca, qui a tenu à féliciter une association dérangeante : « Et c'est un compliment. » Le député qui a évoqué ensuite La Glacière en rappelant : « A l'époque, il y avait quinze points négatifs qui n'auraient jamais dû permettre l'ouverture de cette décharge. Et un point qui en a permis l'ouverture : l'urgence de la situation. »

STÉPHANIE GASIGLIA
sgasiglia@nicematin.fr
PHOTOS :
LAURENT THAREAU ET DR

Super Trash... une bombe très attendue !

Quelques secondes à peine. Et des réactions dans la salle. Des yeux écarquillés. Des Villeneuvois bouche ouverte. Serge Jover vient de passer le teaser du film événement de Martin Esposito "Super Trash" (lire notre édition du 13 avril). Cette immersion dans la décharge de La Glacière. Le choc pour la fin de l'assemblée générale. Richard Camou estime que « ce film va servir aussi la mémoire de ceux qui ont souffert par la faute d'un exploitant indigne » et espère que ce film pourra sortir à Villeneuve-Loubet. Lionnel Luca attend beaucoup de "Super Trash". « Il va peut-être nous permettre une action contre l'État. Nous permettre de dire qu'il s'est passé quelque chose de

particulièrement grave à La Glacière. »
"Super Trash" va sortir en salle en octobre 2013.

